

CITIZEN

FRONTEX

Plus de garanties !

Association européenne des Droits de l'Homme

Si le Parlement européen a adopté un certain nombre de réformes dans le fonctionnement de l'agence Frontex, les associations de défense des droits humains restent néanmoins sceptiques.

Le Parlement européen a adopté, le 12 septembre 2011, une résolution modifiant le règlement de l'agence Frontex. Cette réforme introduit plusieurs dispositions visant à garantir un plus grand respect des droits fondamentaux par l'agence, ce dont on ne peut que se féliciter tant la demande était grande dans ce domaine, notamment du côté des ONG. L'Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH) note cependant que, au-delà de ce progrès de principe, demeurent des interrogations pour ne pas dire un scepticisme quant à l'efficacité des garanties ainsi votées par

le Parlement européen. Scepticisme également quant à l'avenir de cette réforme qui, pour entrer en vigueur, doit encore être approuvée par le Conseil.

Outre l'inscription dans le règlement cadrant l'activité de Frontex de l'obligation de respecter les droits fondamentaux, le parlement s'est prononcé en faveur de la création d'un poste d'officier des droits fondamentaux ainsi que d'un forum consultatif, tous deux chargés de veiller au respect des droits. Une clause serait également introduite dans ce règlement pour suspendre toute opération de Frontex en cas de violations des droits de l'Homme. Les gardes-frontières bénéficieraient de formations en matière de droits fondamentaux, de droit d'asile et de droit maritime.

L'AEDH considère que cette réforme du mandat de l'Agence marque

une avancée incontestable mais encore très éloignée des attentes pour que soit garanti un respect total et en toutes circonstances des droits des migrants et demandeurs d'asile. Doter l'agence d'organes de surveillance des droits est certes un pas en avant, mais ceux-ci n'auront pas de statut indépendant et devront se cantonner à un rôle consultatif ou technique. Interrompre les opérations de Frontex en cas de violations des droits est bien sûr indispensable, mais cette décision ne doit pas être laissée à la libre appréciation du directeur exécutif de l'agence ni être soumise à son évaluation du degré de gravité des violations. Toute violation de droits est inacceptable, particulièrement lorsqu'elle relève du fait d'une institution représentant l'Union européenne, et il ne peut y avoir d'échelle en ce domaine.

De plus, l'AEDH ne peut que vivement regretter, une fois de plus, que l'obligation de sauvetage en mer ne soit toujours pas inscrite dans le mandat de Frontex. La confirmation récente du fait que plus de 2.000 personnes auraient disparu en mer Méditerranée au cours de la seule année

2011 était pourtant de nature à inspirer les parlementaires.

Enfin, l'AEDH déplore que cette réforme de Frontex n'aboutisse pas à un plus grand contrôle démocratique sur les activités de l'agence. Elle se verra dotée de nouveaux pouvoirs, tels que la collecte et le traitement de données personnelles, la coopération avec Europol - qui, rappelons-le, détient des pouvoirs de police -, la négociation et la conclusion d'accords avec des pays tiers ; mais le Parlement européen, seule institution véritablement démocratique de l'Union, ne pourra ni contrôler ces activités, ni en influencer l'évolution.

En tout état de cause, l'AEDH conteste le choix fait par l'Union d'augmenter les pouvoirs et les moyens financiers d'une Agence toute vouée à la protection des frontières européennes, plutôt que de s'assurer de la sécurité des migrants et du respect absolu de leurs droits dans le cadre de politiques solidaires et justes en matière d'asile et de coopération avec les pays tiers.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Construire la sécurité alimentaire

Sos Faim

Selon l'Unicef, 46 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de retards de croissance en République démocratique du Congo (plus qu'en Corée du Nord !). En cause : la sous-alimentation. En RDC, la richesse du pays ne profite pas à sa population, dont 70 à 80 pour cent est sous-alimentée.

Dans un pays où les potentiels agricoles sont énormes, les causes de la sous-alimentation sont à relier aux conflits armés et à l'incurie des politiques. Quant aux réponses, elles proviennent des agences des Nations Unies d'une part et, de plus en plus, de la société civile congolaise qui s'implique pour initier des solutions visant au développement autonome. C'est dans cet esprit que Charles Cikomola, ingénieur agronome et diplômé de l'ULB en Santé publique a fondé en 2000 une ONG visant à restaurer les capacités de production des paysans chassés de leur village : l'ONG

Amis du Kivu est d'abord intervenue au sein des camps pour développer une agriculture de guerre (des potagers autour des tentes dans les camps de déplacés), avant de les aider à rentrer vers les villages en apportant des semences et des outils aratoires. Le succès de ces premières tentatives a convaincu SOS Faim d'apporter son soutien aux projets de relance d'une agriculture durable proposés par les Amis du Kivu et a permis la mise en place d'un programme de relance des activités agropastorales en cofinancement avec l'Union Européenne pour un montant total de 1.139.908,16€

Débuté en janvier 2009, ce programme s'achèvera en décembre 2011. Avec 16.500 ménages bénéficiaires (soit environ 100.000 personnes), le programme a montré la pertinence des projets de développement dans un contexte de crise comme celui qui prévaut en RDC depuis une quinzaine d'années. Surtout, ce programme a été conçu pour que les investisse-

ments réalisés trouvent une pérennisation au-delà des trois années du programme : à côté des dons en nature, et des infrastructures réalisées, des services ont été mis en place qui fonctionnent sur le principe de la prestation de service et sont facturés aux bénéficiaires. Les services vétérinaires ou le décorticage du riz-paddy ou encore les labours motorisés sont donc financés par les activités et non par les fonds extérieurs. Le principe du crédit rotatif adopté pour la remise de semences et de chèvres aux ménages permet lui aussi de bénéficier de l'effet multiplicateur au-delà de l'échéance du programme : la première mise à bas d'une chèvre est cédée par le propriétaire de la chèvre à une nouvelle famille, et ainsi de suite ; les mesures de semences données pour une campagne sont rendues au collectif lors de la récolte... Autant d'approches qui traduisent une très forte implication des acteurs de la société civile en faveur de l'autonomisation du développement agricole. Parallèlement, des efforts sont menés pour sensibiliser les autorités à l'importance d'intégrer la souveraineté alimentaire dans les politiques provinciales.

Un formidable élan est donné aux paysans du Kivu. Les Amis du Kivu qui encadrent le projet sont déterminés à poursuivre leur appui avec les moyens que SOS Faim continuera à



leur apporter. Les idées ne manquent pas pour l'avenir : « construction de micro centrales hydroélectriques, connexion des coopératives aux institutions de micro finances en mettant en place un fonds de garantie, mise en place d'un centre semencier (production et multiplication des plants), etc ».

Dans le contexte de grande « fragilité alimentaire » qui est celui des provinces du Kivu, agir en faveur de la prévention des crises à travers des programmes de soutien à l'agriculture familiale est une démarche qui porte ses fruits et qui est au cœur de l'action de SOS Faim.